

## Projet

# Rapport sur le développement dans le monde 2024 de la Banque mondiale, "Le piège des revenus moyens" - Un piège, en effet !

David Legge  
16 décembre 2024

## Le piège des revenus moyens

Le Rapport sur le développement dans le monde 2024 (RDM24) est magnifiquement présenté, facile à lire et ses arguments sont clairement exposés. Cependant, il y a une duplicité archaïque derrière l'histoire racontée et le rapport ne reconnaît pas ou n'évalue pas les inconvénients, les arguments contraires ou les modèles analytiques alternatifs.

Mais tout d'abord, un bref aperçu. Le rapport traite du "piège des revenus moyens", c'est-à-dire des obstacles auxquels se heurtent les pays à revenus moyens lorsqu'ils tentent d'accéder au statut de pays à revenus élevés.

L'argumentation du rapport s'articule autour d'un modèle de "création, préservation et destruction" :

- les conditions qui favorisent l'entreprise productive, la *création* de valeur ;
- les forces et les pratiques qui contribuent à *préserver les* institutions et les normes et qui empêchent parfois l'innovation et le renouvellement (et le remplacement d'entreprises et d'industries anciennes par des entreprises plus récentes et plus productives) ; et
- les conditions qui permettent la *destruction* d'anciennes institutions et normes moins productives.

Un élément important de cette histoire est le rôle de la crise dans la déstabilisation des forces de préservation et dans la création de nouvelles opportunités de destruction créative. Le rapport illustre le rôle de la crise et de la préservation/destruction dans le cadre de la décarbonisation, où l'industrie "historique" de l'énergie fossile est déstabilisée par de nouveaux "entrants", les industries de l'énergie renouvelable.

Les recommandations du rapport s'articulent autour d'un autre motif simple, les 3is : "investissement, infusion et innovation".

L'*investissement* est recommandé comme principale stratégie économique pour les pays à faible revenu et comme une nécessité permanente pour les pays à revenu intermédiaire. Par "investissement", on entend ici l'installation de nouvelles capacités de production (avec les recettes d'exportation associées) ; l'ouverture aux investissements étrangers est considérée comme le principal moyen d'y parvenir.

Le rapport envisage deux transitions nécessaires pour que les pays à revenu intermédiaire se rapprochent du statut de pays à revenu élevé. Il s'agit tout d'abord de passer de l'*investissement comme priorité principale à l'infusion* (accès aux technologies modernes dans l'ensemble de l'économie nationale), et ensuite de l'*infusion à l'innovation* (création

d'une capacité nationale de recherche et de développement et création d'un espace pour les entreprises innovantes).

Tout au long du rapport, l'économie américaine est présentée comme le modèle à imiter pour sortir du piège des revenus moyens. La progression des pays à revenu intermédiaire vers le statut de pays à revenu élevé est constamment mesurée par rapport à l'histoire et à la configuration actuelle de l'économie américaine.

## Manque de transparence

Le rapport est présenté comme un avis d'expert désintéressé. Il ne reconnaît pas le rôle de la Banque elle-même en tant qu'acteur puissant de la gouvernance économique mondiale en faveur du consensus de Washington.

Il n'y a aucune reconnaissance de la manière dont les pratiques de prêt de la Banque et ses conseils d'experts (tels que les conseils proposés dans ce rapport) reflètent les intérêts de ses parties prenantes, en particulier les États-Unis qui exercent un contrôle disproportionné sur la gouvernance de la Banque.

Ce rapport renforce la logique de la mondialisation néolibérale et du capitalisme transnational. Ses recommandations auraient pour effet de rendre l'économie mondiale plus confortable pour l'impérialisme américain.

## Inconvénients, arguments contraires, modèles alternatifs

Le rapport ne reconnaît ni n'évalue les éventuels inconvénients liés à ses recommandations. Les inconvénients non pris en compte sont les suivants

- la dégradation écologique associée à l'engagement de poursuivre la croissance économique (y compris la croissance du débit de matières) ainsi qu'aux recommandations de déréglementation ;
- divers autres préjudices associés à la déréglementation (par exemple la malbouffe), à la privatisation (par exemple des services de soins, de l'éducation, des services publics) et aux enclosures modernes (protection extrême de la propriété intellectuelle, par exemple les obstacles à l'accès aux médicaments et aux vaccins) ;
- le risque, découlant de la dépendance à l'égard des investissements étrangers pour de nouvelles capacités de production, de se voir attribuer un rôle particulier dans les chaînes de valeur mondiales, y compris les chaînes de valeur qui sont structurées pour produire des échanges inégaux. (Smith 2016, Patnaik et Patnaik 2021)
- le chômage (et l'emploi précaire) lié à la mondialisation, le rétrécissement de la base productive nécessaire pour approvisionner les marchés mondiaux en biens, et le remplacement croissant des emplois de service par l'automatisation ;
- l'inégalité associée aux écarts croissants entre les personnes ayant un emploi et les chômeurs, entre les personnes ayant un bon emploi et celles ayant un emploi mal rémunéré et précaire, et entre les salariés et les rentiers (associée à la financiarisation de l'économie).

L'argument présenté dans ce rapport s'articule autour d'un modèle d'économies nationales retraçant les voies historiques par lesquelles les États-Unis (et une sélection de pays à haut revenu) ont atteint ce statut (sans toutefois inclure l'esclavage et le colonialisme). Il s'agit d'une version moderne du modèle des "étapes de la croissance économique" de Rostow (Rostow 1960) le développement national autonome et linéaire.

Il n'y a pas d'analyse des forces, normes et dynamiques du système mondial qui définissent ce qui est possible pour les pays à revenu moyen en termes de développement économique contemporain, et certainement pas de mention de l'impérialisme. Il n'y a aucune mention de l'impérialisme :

- 900 bases militaires américaines réparties dans le monde entier et l'engagement quasi permanent des États-Unis dans des guerres, en grande partie contre des pays qui défient l'hégémonie américaine ;
- l'utilisation de sanctions financières, y compris celles qui découlent du statut mondial du dollar américain, qui ont été couramment utilisées pour discipliner les pays qui défient les États-Unis (Cuba, la Chine, l'Iran, la Russie et le Venezuela étant les exemples contemporains les plus évidents) ;
- le rôle des États-Unis dans la création des règles de l'"ordre fondé sur des règles" (en particulier par le biais d'accords commerciaux et d'investissement), même s'ils sont prêts à enfreindre ces règles lorsque cela les arrange.

Kvangraven, Kesar et Dutt (2024) explorent la manière dont l'économie conventionnelle a été façonnée par son rôle dans la gouvernance coloniale (et impériale). Leur analyse, axée sur le prix Nobel d'économie 2024, illustre pourquoi l'économie conventionnelle doit insister sur le modèle de développement économique linéaire autonome et ne peut pas reconnaître la perspective des systèmes mondiaux. Cela reviendrait à accepter la proposition selon laquelle le développement économique des pays à revenu élevé a été (et reste) conditionné par le "développement du sous-développement" dans les pays du Sud. (Frank 1970).

## Le "piège des revenus moyens" est-il inhérent à la transformation économique ou un obstacle activement imposé ?

La métaphore du "piège" évoque un danger malheureux sur la route du développement. Il y a également un soupçon de blâme de la victime dans le récit car, selon le rapport, le piège peut être négocié si les dirigeants du gouvernement sont prêts à prendre les mesures nécessaires.

On suppose que les obstacles à l'investissement en capital dans les pays à revenu intermédiaire ont été (ou sont en train d'être) surmontés, mais que l'accès aux technologies existantes et le manque d'investissement dans l'innovation sont des échecs de la politique gouvernementale. Ces échecs s'articulent autour d'une prudence inutile à l'égard des investissements étrangers (qui apportent avec eux des technologies modernes) et d'une réticence à permettre le plein jeu de la "destruction créatrice", qui est une condition préalable à l'épanouissement de l'innovation.

Le "piège" est situé le long d'une trajectoire de développement rostovienne standard, sans aucune analyse des forces et dynamiques globales au sein desquelles les gouvernements à revenu intermédiaire cherchent à naviguer dans leur développement économique.

L'hypothèse selon laquelle le piège des revenus moyens est une conséquence directe de la mondialisation (capitalisme transnational) et de l'impérialisme n'est pas prise en compte. Elle ne tient pas compte des pressions géopolitiques exercées par les puissants gouvernements des pays à revenu élevé sur les pays à faible et moyen revenu pour qu'ils adhèrent à des

accords de gouvernance conçus pour profiter aux sociétés transnationales et aux banques (basées dans le Nord).

Les relations de pouvoir et d'échange inégales sont des caractéristiques essentielles de l'impérialisme contemporain et fournissent une explication plus que plausible des obstacles au développement auxquels sont confrontés les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il ne s'agit pas de risques innés inhérents à la séquence standard du développement économique, mais d'obstacles délibérément placés.

La déclaration des Nations unies sur le nouvel ordre économique international (NOEI) en 1974 (AGNU 1974) a identifié les obstacles au développement économique qui étaient ancrés dans les structures et les normes de la gouvernance économique mondiale et a articulé une série de réformes de ce régime qui faciliteraient le développement économique des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Les promesses de l'ONEM ont été anéanties par trois initiatives puissantes du monde riche : premièrement, la hausse des taux d'intérêt de 1980 et le piège de la dette qui en a découlé, ainsi que les politiques d'ajustement structurel du FMI étroitement soutenues par la Banque ; deuxièmement, la création de l'Organisation mondiale du commerce et la négociation/imposition d'un réseau d'accords commerciaux et d'investissement ; et troisièmement, la promotion énergique du néolibéralisme et ses promesses de marée montante et de ruissellements.

Le rapport présente les investissements étrangers comme le principal vecteur d'"infusion" (accès aux technologies modernes et déploiement de celles-ci). Aucune considération n'est accordée aux inconvénients de l'investissement étranger (y compris les industries qui dégradent l'environnement, nuisent à la santé et gaspillent) ou au pouvoir des grandes sociétés transnationales d'imposer à leurs investissements des conditions qui maximisent le profit et minimisent leur contribution au développement national, tout en évitant la fiscalité et les normes en matière de travail et d'environnement.

La mondialisation est présentée dans ce rapport comme un bien absolu : la libre circulation des biens, des services et des capitaux (et des travailleurs qualifiés). Il n'est pas tenu compte de la structuration inéquitable des chaînes d'approvisionnement ni de l'impact de la mondialisation sur les inégalités économiques, l'emploi décent, la dégradation de l'environnement et le réchauffement climatique.

Les inégalités structurées des chaînes d'approvisionnement mondiales découlent des conditions différentes dans lesquelles les pays, les entreprises et les travailleurs participent à ces chaînes d'approvisionnement. Les principales inégalités sont les différents taux de rémunération accordés aux travailleurs peu qualifiés des chaînes de montage dans les enclaves à bas salaires par rapport aux comptables, spécialistes du marketing, ingénieurs et vendeurs sur les marchés à revenus moyens et élevés où ces produits sont vendus. Les écarts importants entre les niveaux de salaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement sont maintenus en partie par les restrictions à la migration ; la libéralisation ne s'étend pas à la liberté de circulation des personnes. Parmi les autres dispositions qui favorisent les échanges déloyaux, on peut citer la protection acharnée du savoir-faire, y compris les normes extrêmes en matière de propriété intellectuelle, les accords commerciaux conçus pour limiter le pouvoir de réglementation des gouvernements et l'évasion fiscale

L'utilisation répétée, dans l'ensemble du rapport, des États-Unis comme "frontière" vers laquelle les PRI devraient tendre. Mais en comparant le revenu par habitant des États-Unis

à celui des PRI, il convient de reconnaître dans quelle mesure les revenus et les PIB élevés des États-Unis sont la conséquence d'un échange inéquitable. (Smith 2016, Suwandi 2019, Patnaik et Patnaik 2021).

La référence aux États-Unis comme modèle à suivre contraste fortement avec la trajectoire de l'économie chinoise moderne qui a été activement dirigée par le gouvernement et le parti, en violation de la plupart des recommandations de ce rapport (et malgré les tentatives récurrentes des États-Unis d'entraver son développement).

Le rapport prend acte (avec prudence et respect) du recul des États-Unis par rapport à la mondialisation, mais ne fait aucune référence aux griefs de la classe ouvrière américaine qui a vu l'élection de Trump et le moteur du libéralisme économique faire marche arrière.

## Un modèle de gouvernance économique mondiale qui néglige le pouvoir des capitaux transnationaux

Le rapport dépeint un système de gouvernance économique mondiale composé en grande partie de "gouvernements", sans tenir compte du pouvoir politique des grandes sociétés transnationales et des institutions financières privées. Il ne tient pas compte du poids politique des STN dans les forums intergouvernementaux, dans les couloirs du pouvoir dans les pays à revenu élevé et dans les négociations avec les gouvernements des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il ne tient pas compte du rôle joué par les fonds de placement, les fonds spéculatifs, les fonds d'investissement privés et les fonds vautours dans la définition des conditions d'investissement et d'endettement.

## L'hypothèse de croissance

Dans ce rapport, la croissance économique est considérée comme l'objectif central de la politique économique nationale. Le réchauffement climatique est reconnu comme une contrainte à négocier par le biais du passage aux sources d'énergie renouvelables et du financement de l'adaptation. Cependant, les autres limites à la croissance (perte de biodiversité, dégradation de l'environnement) ou la qualité de la croissance ne sont pas prises en compte.

Tout au long du rapport, la croissance économique est identifiée à l'augmentation du PIB, en dépit de l'échec de cette mesure en termes de suivi des améliorations du bien-être social (Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous 2023). Keynes a proposé que le gouvernement paie les gens pour qu'ils creusent des trous dans le sol et les paie ensuite pour qu'ils les remplissent (Keynes 1957 [1936], p 129) Le fait de creuser les trous serait enregistré comme une "valeur ajoutée", tout comme le fait de les reboucher. Les deux seraient comptabilisés comme des contributions positives au PIB. En revanche, le travail domestique de reproduction de la main-d'œuvre et de soins aux personnes âgées handicapées et infirmes n'est pas comptabilisé dans le PIB.

Les prescriptions de la BM accorderaient le même poids à la valeur ajoutée dans les chaînes d'approvisionnement qui livrent la malbouffe dans les quartiers pauvres qu'aux agriculteurs qui livrent des légumes verts à la ville. En fait, cette valeur est supérieure, compte tenu du pouvoir de fixation des prix des producteurs de malbouffe et de celui des chaînes de supermarchés qui arnaquent les agriculteurs. Les prescriptions de la BM donneraient le même poids aux parcs d'engraissement qui engrassent le bœuf pour les

riches (malgré la consommation d'énergie et d'eau et la pollution des cours d'eau locaux) qu'aux agriculteurs qui pratiquent une agriculture régénératrice. Les prescriptions de la BM accorderaient le même poids à la fabrication et au déploiement d'armements qu'à la construction de logements et d'infrastructures urbaines permettant de vivre dans de bonnes conditions.

Les conseils concernant la déréglementation qui reviennent régulièrement dans ce rapport suggèrent que la politique économique devrait être neutre entre ces deux choix.

Le choix de la Banque d'ignorer les critiques du croissantisme (voir par exemple Hickel, Kallis et al. 2022) n'est pas une conséquence de l'ignorance. C'est parce que reconnaître la critique du croissantisme affaiblirait les messages essentiels du rapport et ne serait pas bien perçu par les principaux actionnaires de la Banque.

## Crise (décarbonisation, crise financière)

Le rapport examine les transformations industrielles liées à la décarbonisation en tant que cas exemplaire d'une crise qui peut déstabiliser les entreprises en place et créer de nouvelles opportunités pour les nouveaux arrivants. Donner libre cours à la destruction créative du capital, des institutions et des normes est considéré comme une condition nécessaire au développement d'une économie innovante.

Cette discussion invite à une appréciation positive du rôle du FMI dans la création de crises financières qui précipitent la "destruction créatrice", y compris la privatisation et la déréglementation.

Le rapport indique clairement que le besoin de destruction créatrice englobe le secteur public, avec des références à la privatisation des infrastructures et des services à la personne et à la déréglementation des contraintes environnementales et des protections du travail.

## Conclusions

Le Rapport sur le développement dans le monde 2024 (RDM24) propose un cadre politique permettant aux pays à revenu intermédiaire d'atteindre le statut de pays à revenu élevé.

Le rapport est bien présenté, facile à lire et ses arguments sont clairement exposés. Cependant, il y a une duplicité archaïque derrière l'histoire racontée et le rapport ne reconnaît pas ou n'évalue pas les inconvénients, les arguments contraires ou les modèles analytiques alternatifs.

Ce commentaire a démontré que loin d'être un expert désintéressé et bienveillant, la Banque mondiale est profondément complice des obstacles systémiques au développement économique écologiquement durable et axé sur le bien-être dans les pays à faibles et moyens revenus.

Loin d'être l'expert désintéressé, la Banque est un acteur important dans la reproduction des obstacles à ce développement.

Les mouvements sociaux d'intérêt public à l'échelle mondiale doivent exhorter les dirigeants politiques et les responsables de l'élaboration des politiques dans les pays L&MIC à exposer



et à critiquer l'analyse et les recommandations présentées dans le Rapport sur le développement dans le monde 2024.

## Références

- Frank, A. G. (1970). *Latin America : underdevelopment or revolution : essays on the development of underdevelopment and the immediate enemy*. New York, Monthly Review Press.
- Hickel, J., G. Kallis, T. Jackson, D. W. O'Neill, J. B. Schor, J. K. Steinberger, P. A. Victor et D. Ürge-Vorsatz (2022). "La décroissance peut fonctionner - voici comment la science peut aider. Les pays riches peuvent créer de la prospérité tout en utilisant moins de matériaux et d'énergie s'ils abandonnent la croissance économique comme objectif." *Nature* 612 : 400.
- Keynes, J. M. (1957 [1936]). *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. New York, McMillan and Co. Ltd.
- Kvangraven, I. H., S. Kesar et D. Dutt (2024). "Les origines coloniales de l'économie". *Economic and Political Weekly* LIX(42) : 22-25.
- Patnaik, U. et P. Patnaik (2021). *Capitalisme et impérialisme : théorie, histoire et présent*. New York, Monthly Review Press.
- Rostow, W. W. (1960). *Les étapes de la croissance économique : A Non-Communist Manifesto*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Smith, J. (2016). *L'impérialisme au XXIe siècle : mondialisation, super-exploitation et crise finale du capitalisme*. New York, Monthly Review Press.
- Suwandi, I. (2019). *Les chaînes de valeur : Le nouvel impérialisme économique*. New York, Monthly Review Press.
- AGNU (1974). Résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale : Déclaration sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale : Programme d'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Documents officiels de l'Assemblée générale. New York, Nations Unies.
- Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous (2023). *La santé pour tous - transformer les économies pour obtenir ce qui compte*. Genève, OMS.
- Banque mondiale (2024). *Rapport sur le développement dans le monde : le piège des revenus intermédiaires*. Washington, Banque mondiale.